

*L'Adresse—M. Broadbent*

Les objectifs énoncés par le gouvernement dans son discours du trône ne sont pas du tout triviaux. Il s'agit de rien de moins que de la paix mondiale sur la scène internationale et du sentiment de bien-être national sur le plan intérieur. Or, la raison pour laquelle le gouvernement n'atteindra pas ces objectifs n'a rien à voir avec l'opposition, avec le caractère rebelle de l'économie ni en fin de compte avec la population. A mon avis, cette situation est entièrement imputable au fait que le gouvernement n'arrive pas à comprendre que, pour mobiliser la population et obtenir des résultats concrets, compte tenu des objectifs importants exposés dans le discours du trône, il doit lui-même prouver par sa façon d'agir et son programme législatif qu'il s'est engagé à se montrer équitable.

Le gouvernement doit, en donnant l'exemple, fixer un objectif moral capable de mobiliser les Canadiens et les Canadiennes en vue d'atteindre ces objectifs fort concrets et importants que sont la paix internationale et le calme sur le plan intérieur. Si le gouvernement manifeste son esprit de justice, il pourra obtenir la participation de la population en général. Faute de programmes gouvernemental et législatif empreint d'un esprit de justice, on peut déjà prévoir que le gouvernement ne réussira pas à atteindre ces objectifs.

Je voudrais formuler des critiques plus précises sur l'activité ou l'incurie du gouvernement en fonction de la situation actuelle au Canada. Nous savons tous que, depuis deux ans, pour des raisons intérieures et internationales, le Canada a connu de nombreuses difficultés. Les agriculteurs sont mécontents. Les Canadiennes qui commençaient enfin à faire des progrès durant les dernières décennies ne réussissent plus, depuis deux ans, à améliorer leur situation. Les mineurs, les bûcherons de Colombie-Britannique et les travailleurs de l'industrie du pays tout entier ont été touchés. Bref, comme tout le monde le sait, notre pays a vécu des temps difficiles. Je n'ai pas besoin de citer des chiffres à l'appui, ce qui serait des plus banal après le débat qui fait rage depuis deux ans. C'est une partie du problème que le gouvernement aurait dû tenter d'aborder dans le discours du trône s'il voulait inspirer aux Canadiens un sentiment de sérénité intérieure et d'enthousiasme.

Au cours de la même période, sur la scène internationale, comme chacun l'a remarqué et comme le premier ministre l'a rappelé, la course aux armements nucléaires entre les superpuissances s'est intensifiée, la détente a pris fin et des nations qui n'en possédaient pas se sont dotées d'armes nucléaires.

J'aurais un argument à faire valoir, monsieur le Président, avec la plus parfaite sincérité. Je suis bien prêt à admettre que je peux me tromper. Je suis faillible, comme tout le monde à la Chambre, mais peut-être pas autant que le gouvernement, qui l'est sur bien des points. J'insiste cependant sur le fait que je suis profondément convaincu de cet argument. Ce n'est pas parce que le discours du trône énonce des objectifs pour venir en aide tant à un monde en difficulté qu'à un pays en difficulté qu'il est un échec. Ce sont des objectifs que partagent tous les députés à la Chambre je pense bien, de même que tous nos concitoyens et les citoyens du monde entier. L'échec du discours du trône traduit l'impuissance du gouvernement à mobiliser les énergies nécessaires chez nous et à l'étranger pour

atteindre ces objectifs. Cet échec découle du fait que le gouvernement a été et est encore incapable de présenter des mesures législatives équitables. D'après moi, ce manque d'équité, tant du point de vue de nos objectifs nationaux que de nos objectifs internationaux, comme je vais tenter de le prouver, empêchera le gouvernement d'atteindre l'un ou l'autre de ces objectifs.

Au lieu de nous donner de nouvelles orientations justes et réalistes, le discours du trône et l'attitude du gouvernement nous révèlent que les libéraux ont toujours été un échec et en dépit de ce que le premier ministre vient de nous dire, qu'ils ont toujours été en faveur du *statu quo*. Tout à l'heure, nous avons entendu le premier ministre rappeler les réalisations du parti libéral. Je veux bien concéder que des résultats ont été obtenus, bien que je ne puisse en imaginer un seul qui n'ait pas déjà été préconisé soit par le CCF soit par le NPD. Cependant, chaque fois que le premier ministre a abordé nos problèmes, je ne l'ai jamais entendu exposer une seule idée novatrice tant du point de vue économique que du point de vue social. Je le répète, monsieur le Président, aujourd'hui plus que jamais peut-être, le parti libéral est voué au maintien du *statu quo*. Il s'agit là, selon moi, d'un grave échec. J'ai le regret de dire que je considère également comme un échec le scepticisme quasi total qu'affiche la population à l'égard de la politique fédérale, et cela à cause du gouvernement libéral.

● (1530)

Je voudrais maintenant en venir aux conséquences politiques du discours du trône et vous expliquer comment ce que je viens de dire dans un contexte général s'applique à certains des objectifs précis mentionnés dans le discours du trône. Que prévoit-on pour l'assurance-maladie? Je serai bref à cet égard, car nous en avons déjà discuté ici. Le gouvernement a déclaré qu'il voulait éliminer les dépassements d'honoraires, les tickets modérateurs et rétablir le caractère universel de l'assurance-maladie. Le gouvernement a parlé de cette question non seulement tout l'automne et tout l'été, mais depuis le printemps dernier. S'il voulait vraiment agir, pourquoi n'a-t-il pas présenté un projet de loi sur l'assurance-maladie l'année dernière? Pourquoi attend-il une année d'élections. Je crois tout à fait normal que les personnes qui s'intéressent de près à cette question soient aussi sceptiques à l'égard des engagements du gouvernement sur ce plan. En effet, il ne veut pas dire s'il est prêt à octroyer plus de fonds. Je le répète, en tant qu'hommes politiques fédéraux, nous tenons à ce que le régime actuel soit non seulement maintenu, mais amélioré, même s'il faut pour cela payer plus d'impôts. A notre avis, le parti libéral procède avec le plus grand cynisme. Il refuse de promettre les fonds nécessaires. Il a encore maquillé les chiffres dans son discours du trône, il n'y a pas plus de 48 heures. Au lieu de déclarer sans équivoque qu'en raison d'une entente fédérale-provinciale, il accorderait 500 millions de plus aux provinces, il essaie de faire croire devant les caméras de télévision que les libéraux fédéraux arrivent avec 500 millions qui n'étaient pas là avant. Les Canadiens en ont assez de ces basses manœuvres politiques, monsieur le Président. Il aborde un problème de cette importance sans le moindre sens d'équité.